

FONDS d'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES

3 décembre 2015

Résumé des coprésidents
Réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF
9 novembre 2015

Coprésidents

Mme Kate Hughes (Royaume-Uni)
M. Saurabh Vijay (Inde)

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR. OUVERTURE DE LA SEANCE

1. La réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF est ouverte par Mme Kate Hughes, membre du Comité du CTF représentant le Royaume-Uni, et M. Saurabh Vijay, membre du Comité du CTF représentant l'Inde, en qualité de coprésidents.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Les participants à la réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF adoptent l'ordre du jour provisoire (document CTF-SCF/TFC.15/1) et conviennent de réorganiser les points de discussion.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR. DOCUMENT STRATEGIQUE RELATIF AUX FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES : REALISATIONS, EFFET TRANSFORMATEUR ET COMPLEMENTARITE DANS L'ARCHITECTURE DE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE

3. Ayant examiné le document CTF-SCF/TFC.15/3, *Fonds d'investissement climatiques : évaluation de leurs réalisations, de leur effet transformateur et de leur complémentarité dans l'architecture de financement de l'action climatique*, les participants à la réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF reconnaissent les avantages uniques qu'offre le modèle économique des CIF pour tester des approches et tirer des enseignements dans le but de fournir un financement climatique à grande échelle dans les pays en développement par l'intermédiaire des BMD, au moyen notamment d'approches programmatiques visant à intégrer le développement à faible intensité de carbone ou la résilience climatique aux niveaux de la planification, des politiques et des stratégies afin d'obtenir des résultats transformateurs dans les pays en développement.

4. Les participants réaffirment les principes convenus lors de leur réunion de novembre 2014 :
- a) contribuer à assurer la continuité du financement de l'action climatique et des activités sur le terrain et réduire les déficits de financement dans les opérations des CIF ;
 - b) prendre progressivement des mesures pour renforcer la complémentarité, la coordination et la coopération au sein de l'architecture de financement de l'action climatique ;
 - c) mettre l'accent sur la gestion des connaissances et le partage des enseignements tirés ;
 - d) continuer d'utiliser au mieux les ressources, en respectant notamment les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité dans le cadre des opérations et des investissements des CIF sur le terrain ; et
 - e) renforcer l'approche programmatique et l'effet de levier des fonds ;

qui serviront de cadre de référence pour la discussion sur les opérations futures des CIF.

5. Dans le contexte des « modèles applicables aux opérations futures des CIF », les participants à la réunion conjointe demandent à l'Unité administrative des CIF, en concertation avec les pays participants et les observateurs, et en collaboration avec les BMD, de procéder à une analyse plus détaillée et plus ciblée des lacunes. Cette analyse devrait porter sur la façon dont les CIF s'intègrent dans l'architecture de financement de l'action climatique (comprenant, entre autres, le Fonds vert pour le climat), tient compte des possibilités futures et se penche également sur les rôles que

pourrait jouer chaque programme des CIF en fonction des atouts particuliers dont il dispose et de la valeur ajoutée qu'il apporte. Ce travail devrait s'appuyer sur une évaluation rigoureuse de la façon dont les programmes des CIF ont apporté et pourraient continuer à apporter des changements systématiques et en profondeur à une échelle plus large, notamment au niveau des institutions, des politiques, des marchés, des technologies et des comportements, ainsi que de la façon dont les CIF pourraient être amenés à évoluer au fil du temps pour remplir ce rôle.

6. Tout en tenant compte des situations différentes des pays en développement, telles que les impacts climatiques, les capacités, l'impact relatif du financement par rapport à la taille du pays, cette analyse devrait inclure :

- l'étude de nouvelles possibilités, qui portera sur les instruments financiers et les mécanismes de mise en œuvre, les technologies, les secteurs et les sources de financement ; et
- l'examen des réformes des institutions et de la gouvernance nécessaires pour que les CIF assument leur rôle potentiel de manière rentable et efficace.

7. Les participants à la réunion conjointe examineront l'analyse des lacunes parallèlement aux échanges sur l'avenir des CIF lors de sa prochaine réunion prévue en mai 2016.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR. RAPPORT SUR LES RISQUES DU CTF ET DU SCF

8. Ayant examiné le document CTF-SCF/TFC.15/6, intitulé *Rapport sur les risques du CTF et du SCF* et daté du 30 octobre 2015, les participants à la réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF :

- i. Prennent note des progrès accomplis pour mettre en œuvre et affiner le cadre de gestion du risque institutionnel.
- ii. Conviennent que le responsable senior de la gestion des risques devrait poursuivre la mise au point des accords de non-divulgaration et d'autres dispositifs avec les BMD afin de faciliter l'accès à des informations essentielles en matière de risque, de façon à pouvoir produire des évaluations et des rapports de risque plus approfondis et plus détaillés.
- iii. Conviennent que le responsable senior de la gestion des risques devrait continuer d'appliquer la même démarche systématique pour mettre en œuvre le cadre de gestion du risque institutionnel dans les sous-programmes financés au titre du SCF, définir le niveau de risque le plus élevé et l'objectif pour chaque sous-programme, ainsi que les catégories de risque, les risques de niveau 1 et 2 et les seuils de tolérance, et évaluer les risques par rapport auxdits seuils.
- iv. Conviennent que le responsable senior de la gestion des risques doit être formellement inclus parmi les destinataires statutaires d'informations détaillées sur les cas de défaut de paiement.
- v. Prennent note des progrès accomplis pour mettre en application le tableau de bord de la gestion du risque institutionnel qui devrait être achevé d'ici au 15 décembre 2015, et les catégories actuellement accompagnées de la mention « à déterminer » seront renseignées

d'ici à la prochaine réunion conjointe (sous réserve de la signature d'accords de non-divulgence avec les BMD). Les BMD et l'Unité administrative des CIF feront tout leur possible pour conclure les accords de non-divulgence à temps pour que ces activités puissent être menées à bien.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR. CODE DE CONDUITE

9. Ayant examiné le document CTF-SCF/TFC.15/5/5/Rev.1, intitulé *Code de conduite*, les participants à la réunion conjointe des Comités du CTF et du SCF invitent les membres et les observateurs à soumettre leurs commentaires sur le document à l'Unité administrative des CIF d'ici au 30 novembre 2015. Un document révisé sur le code de conduite et le document sur les rôles et responsabilités des coprésidents, des membres des comités et des observateurs seront distribués par l'Unité administrative des CIF aux membres des comités pour décision par courrier.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR. PROPOSITION CONCERNANT L'AVENIR DU FORUM DE PARTENARIAT

10. Les participants à la réunion conjointe examinent le document CTF-SCF/TFC.15/4, intitulé *Proposition concernant l'avenir du Forum de partenariat*, et les deux options proposées qu'il contient. Les participants demandent à l'Unité administrative des CIF de préparer un document révisé qui sera distribué aux membres des comités pour décision par courrier, ou pour examen à sa prochaine réunion en mai 2016 au cas où une décision consensuelle ne peut être prise par courrier, en tenant compte des commentaires formulés par les membres des comités et comprenant les points suivants :

- préciser les incidences budgétaires des options présentées et de toute autre option proposée ; et
- identifier les amendements qui devront être apportés aux cadres de gouvernance du CTF et du SCF pour mettre en application l'une des options proposées.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR. QUESTIONS DIVERSES

11. Un membre des comités se félicite des informations fournies par l'Unité administrative des CIF au début de la réunion concernant les décisions prises entre les réunions, les suites données aux décisions prises lors de la réunion précédente et les activités de dotation en personnel au sein de l'Unité administrative des CIF et demande que cette pratique soit poursuivie. En outre, un membre des comités demande à l'Unité administrative des CIF de faire régulièrement le point sur les rapports entre l'Unité administrative des CIF et le Secrétariat du GCF.

12. Les participants à la réunion conjointe notent que le Plan d'action des CIF en faveur de la parité hommes-femmes devait être achevé d'ici à juin 2016 et demandent à l'Unité administrative des CIF d'intégrer les aspects relatifs à la parité hommes-femmes dans le contexte des prochains plans d'activité et budgets annuels.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR. CLOTURE DE LA SEANCE

13. La réunion est déclarée close le lundi 9 novembre 2015.